

Paris, le 20 octobre 2020

Résultats annuels à fin juin 2020

Des résultats résilients impactés par la crise COVID, crise dans laquelle Ramsay Santé a été un acteur clé de la prise en charge des patients en Europe Continentale

- Plus de 7 000 patients COVID pris en charge en soins intensifs et médecine durant la première vague de la crise en France, Suède et Italie ;
- Un chiffre d'affaires 2020 qui s'établit à 3 746,2 millions d'euros, en hausse de 10,1%, provenant avant tout de la prise en compte d'une année complète du périmètre des entités Capio ;
- Des surcoûts exceptionnels élevés, dus à la prise en charge des patients COVID ;
- Une hausse de l'Excédent Brut d'Exploitation publié de 65,3% à 546,8 millions d'euros y compris l'effet positif de la première application de la norme IFRS16 de 203,5 millions d'euros. Corrigé de cet effet et à périmètre et taux de change constants, la marge d'EBE / CA se monte à 9,7%, taux inchangé par rapport à l'exercice clos au 30 juin 2019, bénéficiant, en France, du schéma de garantie de financement instauré par le gouvernement, à hauteur de 136,7 millions d'euros ;
- Le résultat opérationnel courant au 30 juin 2020 atteint 184,7 millions d'euros, en amélioration de 17,7% par rapport à l'exercice précédent. Hors effet positif (38,1 millions d'euros) de la première application de la norme IFRS 16, il s'inscrit en recul de 6,6% ;
- Un résultat net part du groupe à 13,4 millions d'euros contre 8,2 millions à fin juin 2019 ;
- Une valeur du patrimoine immobilier (périmètre ex-RGdS) qui atteint dorénavant 899 millions d'euros, en hausse de 15,1% sur un an ;
- L'endettement financier net atteint 3 372,5 millions d'euros dont 2 163,5 millions d'euros de passifs IFRS 16 et intègre également, à fin juin 2020, un montant à l'actif de 330 millions d'euros d'avances de trésorerie remboursables versées au Groupe par les régimes obligatoires en France ;
- Un processus d'intégration du groupe Capio quasiment finalisé.

Pascal Roché, Directeur Général de Ramsay Santé, déclare :

« Après des résultats semestriels satisfaisants, démontrant des indicateurs financiers en progression, la seconde partie de l'année a été profondément impactée par la prise en charge des patients COVID. Cela a été notre objectif majeur dans l'ensemble des six pays dans lesquels nous sommes présents, et, grâce au travail exceptionnel des équipes, nous sommes très fiers d'avoir joué, pour les patients et auprès des différents gouvernements, un rôle qui a été bien au-delà de notre part de marché, et reconnu comme tel par les différentes tutelles. Ainsi, plus de 7 000 patients en soins intensifs et médecine ont été pris en charge en France, Suède et Italie ; plus précisément, en France, près de 10% des patients COVID pris en charge dans l'ensemble du monde hospitalier l'ont été chez Ramsay Santé. Nous avons souhaité, en parallèle, maintenir un haut niveau d'investissements, plus de 168,7 millions d'euros, afin de renforcer inlassablement la qualité de la prise en charge, et la recherche d'efficience, en cohérence avec notre stratégie de leader européen de l'offre de soins intégrés, prenant en charge 7 millions de patients.»

Le Conseil d'Administration, réuni le 20 octobre 2020, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2020. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis après vérification du rapport de gestion.

Les comptes et rapports seront à disposition du public lors de la publication du document d'enregistrement universel du Groupe fin octobre 2020.

Résultats synthétiques

En M€	du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	Variation	du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019
	<i>Norme IFRS 16</i>		<i>Norme IAS 17</i>
Chiffre d'affaires	3 746,2	+10,1%	3 401,1
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	546,8	+65,3%	330,8
Résultat Opérationnel Courant	184,7	+17,7%	156,9
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	4,9%	+0,3 point	4,6%
Résultat Opérationnel	176,2	+48,3%	118,8
Résultat net part du Groupe	13,4	+63,4%	8,2
Bénéfice net par action (en €)	0,12	+20,0%	0,10

Nota : le tableau ci-dessus présente des données financières basées sur des référentiels comptables différents. La première application de la norme IFRS 16 à l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2019 se traduit par une amélioration de l'EBE à hauteur de 203,5 millions d'euros et une hausse des dotations aux amortissements de 165,4 millions d'euros pour un effet net sur le résultat opérationnel courant de 38,1 millions d'euros. L'impact de la mise en œuvre d'IFRS 16 sur le résultat net de l'ensemble consolidé correspond à une charge supplémentaire de 21,9 millions d'euros sur l'exercice.

Ventilation du chiffre d'affaires par segments opérationnels

En M€	du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019	Variation
<i>Île-de-France</i>	932,7	942,3	-1,0%
<i>Auvergne-Rhône-Alpes</i>	508,1	384,8	+32,0%
<i>Nord - Pas de Calais - Picardie</i>	352,8	376,9	-6,4%
<i>Provence Alpes Côte d'Azur</i>	155,5	159,3	-2,4%
<i>Bourgogne Franche Comté</i>	99,2	107,6	-7,8%
<i>Autres régions et Italie</i>	563,2	329,3	+71,0%
<i>Autres activités</i>	53,0	---	N/A
« Nordics »	1 081,7	---	N/A
Capio	---	1 100,9	N/A
Chiffre d'Affaires Publié	3 746,2	3 401,1	+10,1%
<i>Dont :</i>			
<i>- CA à périmètre et taux de change constants</i>	3 166,0	3 374,7	-6,2%
<i>- Effets de périmètre et de change</i>	580,2	26,4	N/A

Nota : le tableau ci-dessus détaille les contributions des différents segments opérationnels au chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Les travaux menés au cours de l'exercice ont conduit à reconnaître, dans les segments opérationnels français, la contribution des entités de Capio France précédemment regroupées sous le libellé « Capio ». Celui-ci intégrait également les chiffres d'affaires des entités scandinaves et allemandes aujourd'hui isolés sous le libellé « Nordics ».

Evènements marquants de l'exercice :

Crise sanitaire liée à la pandémie COVID 19

L'exercice clos le 30 juin 2020 est marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie mondiale COVID 19.

En France, les établissements hospitaliers privés ont participé activement au schéma national de lutte contre l'épidémie COVID 19 en liaison avec et en soutien des hôpitaux publics. En respect des directives ministérielles, relayées par les Agences Régionales de Santé, les cliniques et hôpitaux privés ont annulé (au plus fort de la crise et notamment pendant la période du confinement imposé dès le 16 mars 2020 au niveau national) toutes leurs activités médicales et chirurgicales non urgentes et n'induisant pas de perte de chance pour les patients afin de libérer des capacités en hébergement d'hospitalisation ainsi qu'au sein des plateaux techniques pour faire face aux besoins sanitaires locaux. Les personnels et médecins libéraux se sont mobilisés et ont été intégrés aux plans de prévention et de lutte contre l'épidémie.

Au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire, et notamment du processus de déconfinement, l'activité des établissements hospitaliers privés a pu reprendre dans des conditions plus normales mais toujours sous contraintes dans le respect des directives gouvernementales ou régionales et en fonction des conditions sanitaires locales.

Les impacts financiers sont divers et variables selon les situations particulières de chaque établissement. Ils concernent principalement :

- Des manques à gagner (perte de chiffre d'affaires soins et/ou de recettes annexes) liés aux déprogrammations et la baisse d'activité.
- Des surcoûts engagés pour faire face à la crise qui portent notamment sur :
 - Les achats médicaux (médicaments et dispositifs médicaux),
 - La masse salariale (personnel soignants) et frais accessoires (frais déplacements, notes de frais, frais de protection des personnels...),
 - Des investissements ou locations de matériels.

a) Avances de trésorerie :

Pour soutenir à court terme les établissements de santé et pour éviter toute rupture de trésorerie un système d'avances remboursables a été mis en place dès mars 2020 à titre tout à fait exceptionnel et transitoire. Ainsi, à leur demande les établissements de santé privés peuvent bénéficier d'une avance remboursable sur les facturations ultérieures faites au Régime d'Assurance Maladie Obligatoire.

Cette avance est basée sur le niveau moyen mensuel des recettes (hors honoraires) facturées en 2019.

Parallèlement un système d'avance transitoire a également été mis en place en juin 2020 pour couvrir la part du financement relevant de la participation des usagers (tickets modérateur et forfait journalier) obligatoirement couverte par les contrats d'Assurance Maladie complémentaire.

Au 30 juin 2020, les avances perçues par le Groupe sont inscrites au passif du bilan, en dettes, pour un montant total de 330 millions d'euros.

b) Garantie de financement :

Mécanisme :

Ordonnance n°2020-309 du 25 mars 2020 / arrêté du 6 mai 2020 / Notice technique ATIH.

Cette garantie est mise en place pour la globalité des activités réalisées par l'ensemble des établissements de santé, activités normalement financées pour tout ou partie sur la base de la production d'activité.

La garantie concerne les recettes de la période mars 2020 à décembre 2020. Le principe est de garantir aux établissements de santé, pour cette période, un minimum de recette (issu du régime d'assurance obligatoire) au moins égal aux recettes perçues au titre de l'activité 2019 (ramenée sur 10 mois pour avoir une période comparable).

Le périmètre de la garantie concerne :

- Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO) : les recettes assurance maladie (hors honoraires) sur les prestations d'hospitalisation de l'article R.162-33-1 (GHS, suppléments journaliers, GHT, ATU, SE...), la rémunération des médecins salariés facturée par l'établissement, la prise en charge des patients bénéficiant de l'Aide Médicale d'Etat et Soins Urgents,
- Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) : les recettes assurance maladie sur les prestations d'hospitalisation de l'article R.162-31-1 et la rémunération des médecins salariés facturée par l'établissement (La Dotation Modulée à l'Activité a son propre mécanisme de garantie) exclusion des honoraires des praticiens libéraux,
- Santé Mentale : les recettes assurance maladie sur les prestations d'hospitalisation de l'article R.162-31-1 et la rémunération des médecins salariés facturée par l'établissement exclusion des honoraires des praticiens libéraux.

Le niveau de garantie est calculé sur la base des recettes 2019 (hors financement de la qualité subvention IFAQ) et tient compte :

- du dégel du coefficient prudentiel, rétrocedé aux établissements de soin, fin 2019
- des situations particulières (regroupements d'établissements, transfert d'activités... de certains établissements dont l'activité 2019 a pu être impactée),
- des effets prix :
 - MCO +0,2% hors Actes de Consultations Externes
 - Hospitalisation à Domicile (HAD) +1,1%
 - SSR +0,1%
 - Santé mentale +0,5%

Le montant garanti (base annuelle 12 mois et base mensuelle) a été communiqué aux établissements par les Agences Régionales de Santé (ARS) dont ils dépendent courant juin 2020. La régularisation définitive sera déterminée en mars 2021 (de manière à disposer d'une information exhaustive de l'activité réalisée entre mars et décembre 2020).

Impacts dans les comptes au 30 juin 2020 :

Au 30 juin 2020, le montant de garantie de financement comptabilisé par le Groupe tient compte de l'activité réalisée et du montant garanti pour la période mars-juin 2020 mais également des prévisions d'activité pour la période juillet à décembre 2020.

La garantie de financement au titre de l'exercice clos le 30 juin 2020 s'élève à 136,7 millions d'euros et est comptabilisée au compte de résultat en « Autres produits opérationnels » et au bilan en « Autres actifs courants ».

c) Subventions surcoûts COVID :

Parallèlement au dispositif de garantie de financement le gouvernement a également prévu d'adapter les niveaux de dotations habituellement versés aux établissements de santé afin de compenser les surcoûts liés à la crise COVID 19 qui ne seraient pas pris en charge par ailleurs.

Au 30 juin 2020, le dispositif est encore trop imprécis tant sur le périmètre des surcoûts qui serait pris en charge, que sur leur montant et les éventuels mécanismes de compensation qui pourraient être mis en place. Dans ce contexte, le Groupe est dans l'impossibilité d'en évaluer les impacts et il a été décidé que toutes les sommes perçues au titre du financement des surcoûts (Aide à la Contractualisation ou Fonds d'Intervention Régional) seront considérées comme des avances au passif du bilan.

d) Impacts hors de France :

Hors de France, les établissements du Groupe ont activement pris part à la prise en charge ainsi qu'au dépistage des patients, en appui des établissements publics et en étroite collaboration avec les tutelles. L'activité a néanmoins été logiquement fortement impactée par les effets de la crise sanitaire. En effet, les interventions chirurgicales programmées, non urgentes ont dû être annulées à partir de mi-mars 2020. En Suède, grand hôpital de Sankt Görän, opéré par le Groupe à Stockholm a joué un rôle clé dans la gestion de l'épidémie avec plus de 150 lits dédiés aux patients COVID et un quasi triplement de ses capacités en soins intensifs.

Si, en Norvège et au Danemark aucune mesure d'accompagnement n'a été mise en œuvre, nos établissements en Suède et en Allemagne ont bénéficié de subventions couvrant les surcoûts de fonctionnement, la mise à disposition de personnels soignants et de lits. L'hôpital de Sankt Göran s'est vu alloué une enveloppe de compensation spécifique compte-tenu de son implication. Au total, le montant des aides perçues par nos établissements en Scandinavie et en Allemagne se chiffre à 28 millions d'euros à fin juin 2020.

Périmètre

Suite à l'acquisition de Capiro le 7 novembre 2018, l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition dans les comptes a été finalisée au cours du premier semestre de l'exercice. Le goodwill relatif à l'acquisition Capiro s'élève ainsi à 950.0 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Application de la norme IFRS 16

La norme IFRS16 – Contrats de location a été appliquée à compter du 1^{er} juillet 2019.

La traduction de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 dans les états financiers à fin juin 2020 porte sur:

- 2 163,5 millions d'euros de dettes de location ;
- Un droit d'utilisation de 2 106,8 millions d'euros ;
- Une amélioration de l'EBE pour 203,5 millions d'euros ;
- Une dégradation du résultat net pour 21,9 millions d'euros.

Le Groupe a opté pour la méthode rétrospective simplifiée pour la transition normative au 1^{er} juillet 2019. Conformément aux dispositions transitoires prévues par IFRS16, la période comparative n'a pas été retraitée.

Commentaires sur les comptes annuels

Activité et chiffre d'affaires :

Au cours de l'exercice clos à fin juin 2020, le Groupe Ramsay a enregistré un chiffre d'affaires consolidé publié de 3 746,2 millions, contre 3 401,1 millions d'euros du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, en hausse de 10,1%. A titre d'information, le schéma de garantie de financement sur les comptes du Groupe est sans incidence sur le chiffre d'affaires publié car il est comptabilisé en « Autres produits opérationnels ».

A périmètre constant et taux de change constant, le chiffre d'affaires du Groupe diminue de 6,2% malgré un jour ouvré supplémentaire.

Les variations de périmètre sont expliquées en quasi-totalité par l'intégration du Groupe Capio, depuis le 7 novembre 2018. Sa contribution incrémentale au chiffre d'affaires annuel du Groupe se monte à 557,8 millions d'euros.

À fin juin 2020, l'activité totale des entités française de Ramsay Santé hors Capio, fortement impactée par les conséquences de la crise COVID et l'annulation de toutes les activités médicales et chirurgicales programmées, recule fortement de 13,9% en volume d'admissions (hors urgences). Par métier, la décomposition est la suivante :

- -12,5% en Médecine-Chirurgie-Obstétrique ;
- -19,5% en soins de suite et de réadaptation ;
- -14,3% en santé mentale.

Dans le cadre de ses missions de service public, le Groupe a également enregistré une forte baisse du nombre des urgences de -9% sur l'année écoulée, avec environ 565 000 passages dans les services d'urgence de nos établissements.

Par ailleurs, la croissance organique des activités nordiques du Groupe sur l'exercice clos au 30 juin 2020 se monte à +2,7% par rapport à l'année dernière.

Résultats :

L'excédent brut d'exploitation de l'exercice clos au 30 juin 2020 atteint 546,8 millions d'euros, en hausse de 65,3% à données publiées. L'EBE du Groupe à fin juin 2020 intègre un produit de 136,7 million d'euros liés à la garantie de financement, décrite au paragraphe « Evènements marquants de l'exercice » ci-dessus. Il enregistre également l'effet, positif, de la première application de la norme IFRS 16 à hauteur de 203,5 millions d'euros. A périmètre, taux de change et normes comptables constants, l'EBE diminue de 2,1% sur la période.

Le taux de marge d'EBE, rapporté au chiffre d'affaires, est de 14,6%, en hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (9,7%) en données publiées et reste stable à périmètre et normes comptables constant à 9,7%.

Le résultat opérationnel courant publié atteint 184,7 millions d'euros entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020 (soit 4,9% du CA) en hausse de 17,7% par rapport à l'exercice précédent, dont un effet favorable attaché à la première application d'IFRS 16 de 38,1 millions d'euros.

Le montant des autres produits et charges non courants représente une charge nette de 8,5 millions d'euros sur la période close au 30 juin 2020, constituée essentiellement de coûts de restructurations. Du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, le montant des autres produits et charges non courants représentait une charge nette de 38,1 millions.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 130,2 millions d'euros pour l'exercice clos au 30 juin 2020, contre 66,9 millions d'euros l'année précédente. Il est composé des intérêts relatifs à la dette Senior et, en application de la norme IFRS 16, le Groupe a enregistré, en complément, une charge d'intérêts financiers liés à la dette de location à hauteur de 71,6 millions.

Au total, le résultat net part du Groupe au 30 juin 2020 se monte à 13,4 millions d'euros contre un résultat 8,2 millions d'euros au titre de la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019. L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur le résultat net du Groupe se traduit par une charge de 21,9 millions d'euros.

Endettement :

L'endettement financier net au 30 juin 2020 augmente fortement pour atteindre 3 372,5 millions d'euros contre 1 641,7 millions d'euros au 30 juin 2019. La dette nette comprend, notamment, 1 730,5 millions d'euros d'emprunts et dettes financières non courants, 24,8 millions d'euros de dettes financières courantes, compensés par 538,2 millions de trésorerie positive.

L'application de la norme IFRS 16 aux locations simples induit une augmentation de 2 163,5 millions d'euros de l'endettement financier net au 30 juin 2020, dont 1 973,8 millions d'euros de dettes de location non courantes et 189,7 millions d'euros de dettes de locations courantes.

Le Groupe respecte l'ensemble des engagements liés à la documentation financière en place. L'application de la norme IFRS 16 est sans effet sur les modalités de calcul des agrégats financiers auxquels il est fait référence dans ses contrats de dette.

À propos de Ramsay Générale de Santé

Après le rachat du groupe Capio en 2018, Ramsay Santé est devenu l'un des leaders européens de l'hospitalisation privée et des soins primaires. Le Groupe compte aujourd'hui 36 000 salariés et travaille avec près de 8 600 praticiens libéraux.

Présent dans 6 pays, la France, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Allemagne et l'Italie, le groupe soigne plus de 7 millions de patients par an dans ses 350 établissements.

En hospitalisation, Ramsay Santé propose la quasi-totalité des prises en charges médicales et chirurgicales dans trois métiers : Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO), Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) et Santé Mentale. Partout où il est présent, le Groupe participe aux missions de service public de santé et au maillage sanitaire du territoire, comme en Suède où le Groupe dispose de plus d'une centaine de maisons de santé de proximité.

La qualité et la sécurité des soins est la priorité du Groupe dans tous les pays où il opère. C'est pourquoi le Groupe est aujourd'hui l'une des références en matière de médecine moderne, tout particulièrement en matière de chirurgie ambulatoire et de récupération améliorée après chirurgie.

Le Groupe investit également tous les ans plus de 200 millions d'€ dans ses établissements que ce soit dans les nouvelles technologies chirurgicales, d'imagerie, la construction et la modernisation d'établissements... Il innove aussi au service des patients avec de nouveaux outils digitaux ou encore en faisant évoluer ses organisations pour une meilleure efficacité de la prise en charge.

Site Internet : www.ramsaygds.fr

Facebook: <https://www.facebook.com/RamsayGDS>

Twitter: <https://twitter.com/RamsayGDS>

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/ramsaygds>

YouTube: <https://www.youtube.com/c/RamsayGDSante>

Code ISIN et Euronext Paris : FR0000044471

Site Internet : www.ramsaygds.fr

Relations Investisseurs/Analystes

Arnaud Jeudy

Tél. + 33 (0)1 87 86 21 88

a.jeudy@ramsaygds.fr

Relations Presse

Caroline Desaegher

Tél. + 33 (0)1 87 86 22 11

c.desaegher@ramsaygds.fr

CONFERENCE TELEPHONIQUE EN ANGLAIS CE JOUR

A 19h30 (heure de Paris) – Composez les numéros suivants

De France : +33 (0)1 76 77 22 61

De Grande-Bretagne : +44 (0)330 336 6025

D'Australie : +61 (0)2 8524 5352

De Suède : +46 (0)8 5051 5534

Code d'accès : 465602

Glossaire

Périmètre constant

- Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :
 - o Pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
 - o Pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher, dans l'année en cours, la contribution de l'acquisition des agrégats des mois antérieurs au mois d'acquisition.
- Le retraitement de périmètre des entités sortantes consiste :
 - o Pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher, dans l'année précédente, la contribution de l'entité sortie des agrégats à partir du mois de sortie.
 - o Pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'entité sortie pour la totalité de l'exercice précédent.

Evolution à taux de change constant traduit une évolution après conversion du chiffre en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison.

Evolution à normes constantes traduit une évolution du chiffre hors impact des changements de normes comptables intervenus sur la période.

Résultat opérationnel courant signifie résultat opérationnel avant les autres produits et charges non courants constitués des coûts de restructurations (charges et provisions), les plus ou moins-values de cession ou une dépréciation importante et inhabituelle d'actifs non courants, corporels ou incorporels ; et d'autres charges et produits opérationnels tels qu'une provision relative à un litige majeur.

Excédent Brut d'Exploitation correspond au résultat opérationnel courant avant les amortissements (les charges et provisions du compte de résultat sont regroupées selon leur nature).

L'endettement financier net est constitué des dettes financières brutes, diminuées des actifs financiers.

- Les dettes financières brutes sont constituées :
 - o des emprunts auprès d'établissements de crédit y compris intérêts encourus ;
 - o des emprunts en location financement y compris intérêts courus ;
 - o des dettes de location nées de l'application de la norme IFRS 16 ;
 - o des instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan net d'impôt ;
 - o des dettes financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o des découverts bancaires.
- Les actifs financiers sont constitués :
 - o de la juste valeur des instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan net d'impôt ;
 - o des créances financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
 - o de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris les titres auto-détenus par le Groupe (considérés comme des valeurs mobilières de placement) ;
 - o des actifs financiers directement liés aux emprunts contractés et reconnus dans les dettes financières brutes.

Résultats financiers annuels au 30 juin 2020

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE		
(en millions d'euros)	du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019	du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	3 401.1	3 746.2
Frais de personnel et participation des salariés	(1 647.9)	(1 991.1)
Achats consommés	(644.7)	(731.6)
Autres charges et produits opérationnels	(408.6)	(273.2)
Impôts et taxes	(109.0)	(114.1)
Loyers	(260.1)	(89.4)
Excédent brut d'exploitation	330.8	546.8
Amortissements	(173.9)	(362.1)
Résultat opérationnel courant	156.9	184.7
Coûts des restructurations	(44.9)	(8.3)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	6.8	(0.2)
Pertes de valeur des goodwill	--	--
Autres produits & charges non courants	(38.1)	(8.5)
Résultat opérationnel	118.8	176.2
Coût de l'endettement brut	(67.4)	(59.2)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0.5	0.6
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS 16)		(71.6)
Coût de l'endettement financier net	(66.9)	(130.2)
Autres produits financiers	2.3	6.3
Autres charges financières	(5.9)	(7.1)
Autres produits & charges financiers	(3.6)	(0.8)
Impôt sur les résultats	(33.0)	(27.1)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	--	--
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	15.3	18.1
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>		
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière	(55.2)	(5.8)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	(13.1)	(5.6)
- Ecart de conversion	8.0	2.9
- Autres	--	0.6
- Effets d'impôt des produits et charges	11.8	2.6
Résultats enregistrés directement en capitaux propres	(48.5)	(5.3)
RESULTAT GLOBAL	(33.2)	12.8
VENTILATION DU RESULTAT NET (en millions d'euros)	du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019	du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020
- Résultat net part du Groupe	8.2	13.4
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	7.1	4.7
RESULTAT NET	15.3	18.1
RESULTAT NET PAR ACTION (en Euros)	0.10	0.12
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en Euros)	0.10	0.12
VENTILATION DU RESULTAT GLOBAL (en millions d'euros)	du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019	du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020
- Résultat global part du Groupe	(40.3)	8.1
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	7.1	4.7
RESULTAT GLOBAL	(33.2)	12.8

BILAN CONSOLIDE - ACTIF		
(en millions d'euros)	30-06-2019	30-06-2020
Goodwill	1 674.8	1 735.5
Autres immobilisations incorporelles	263.5	245.5
Immobilisations corporelles	1 107.1	894.9
Droit d'utilisation (IFRS16)	--	2 106.8
Participations dans les entreprises associées	0.3	0.3
Autres actifs financiers non courants	87.4	88.9
Impôts différés actifs	146.3	91.4
ACTIFS NON COURANTS	3 279.4	5 163.3
Stocks	98.9	108.5
Clients et autres créances d'exploitation	361.0	312.9
Autres actifs courants	231.9	569.3
Actif d'impôt	11.8	12.3
Actifs financiers courants	9.7	10.0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	368.5	538.2
Actifs détenus en vue de la vente	--	--
ACTIFS COURANTS	1 081.8	1 551.2
TOTAL ACTIF	4 361.2	6 714.5

BILAN CONSOLIDE - PASSIF		
(en millions d'euros)	30-06-2019	30-06-2020
Capital social	82.7	82.7
Prime d'émission	611.2	611.2
Réserves consolidées	293.6	305.2
Résultat net part du groupe	8.2	13.4
Capitaux propres part du groupe	995.7	1 012.5
Participation ne donnant pas le contrôle	42.8	24.7
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 038.5	1 037.2
Emprunts et dettes financières	1 955.3	1 730.5
Dettes de location non courante (IFRS16)	--	1 973.8
Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	132.9	136.9
Provisions non courantes	128.3	171.1
Autres passifs non courants	32.4	33.0
Impôts différés passifs	112.6	29.7
PASSIFS NON COURANTS	2 361.5	4 075.0
Provisions courantes	36.5	43.6
Fournisseurs	266.2	342.0
Autres passifs courants	574.3	982.2
Passifs d'impôt	14.8	20.0
Dettes financières courantes	69.4	24.8
Dettes de location courante (IFRS16)	--	189.7
Découvert bancaire	--	--
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	--	--
PASSIFS COURANTS	961.2	1 602.3
TOTAL PASSIF	4 361.2	6 714.5

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES								
(en millions d'euros)	CAPITAL	PRIMES	RESERVES	RESULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRES EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTROLE	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2018	56.9	71.2	345.2	(10.4)	7.3	470.2	40.8	511.0
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)	25.8	540.0	--	--	--	565.8	--	565.8
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	7.3	--	(7.3)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(6.8)	(6.8)
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--	1.7	1.7
Résultat global de l'exercice	--	--	--	(48.5)	8.2	(40.3)	7.1	(33.2)
Capitaux propres au 30 juin 2019	82.7	611.2	352.5	(58.9)	8.2	995.7	42.8	1 038.5
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres	--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites	--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter	--	--	8.2	--	(8.2)	--	--	--
Distribution de dividendes	--	--	--	--	--	--	(6.9)	(6.9)
Variation de périmètre	--	--	8.7	--	--	8.7	(15.9)	(7.2)
Résultat global de l'exercice	--	--	--	(5.3)	13.4	8.1	4.7	12.8
Capitaux propres au 30 juin 2020	82.7	611.2	369.4	(64.2)	13.4	1,012.5	24.7	1 037.2

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES					
(en millions d'euros)	30-06-2018	Produits et charges du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019	30-06-2019	Produits et charges du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	30-06-2020
Ecart de conversion	(0.3)	8.0	7.7	2.9	10.6
Ecart actuariels relatifs aux engagements de retraite	(4.4)	(43.9)	(48.3)	(4.6)	(52.9)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	(5.7)	(12.6)	(18.3)	(4.2)	(22.5)
Autres	--	--	--	0.6	0.6
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(10.4)	(48.5)	(58.9)	(5.3)	(64.2)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ET DE FLUX DE FINANCEMENT		
(en millions d'euros)	du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019	du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	15.3	18.1
Amortissements	173.9	362.1
Autres produits et charges non courants	38.1	8.5
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	--	--
Autres produits et charges financiers	3.6	0.8
Intérêts financiers liés à la dette de localisation (IFRS16)	--	71.6
Coût de l'endettement financier net hors Intérêts financiers liés à la dette de localisation	66.9	58.6
Impôt sur les résultats	33.0	27.1
Excédent Brut d'Exploitation	330.8	546.8
Eléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie)	(9.7)	(19.6)
Autres produits et charges non courants payés	(44.0)	(40.9)
Variation autres actifs et passifs non courants	(10.0)	(20.6)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôts	267.1	465.7
Impôts sur les bénéfices payés	(28.0)	(39.9)
Variation du besoin en fonds de roulement	(25.5)	303.8
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE : (A)	213.6	729.6
Investissements corporels et incorporels	(178.0)	(168.7)
Désinvestissements corporels et incorporels	21.3	4.6
Acquisitions d'entités	(824.3)	(23.7)
Cessions d'entités	65.2	1.1
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	0.4	0.5
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)	(915.4)	(186.2)
Augmentation de capital et Prime d'émission (a)	557.8	--
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (b)	(6.8)	(6.9)
Intérêts financiers versés : (c)	(59.4)	(58.6)
Produits financiers reçus : (d)	0.5	--
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) : (e)	--	(71.6)
Frais sur émission d'emprunt : (f)	(11.4)	--
Flux avant endettement : (g) = (A+B+a+b+c+d+e+f)	(221.1)	406.3
Augmentation des dettes financières: (h)	1 305.3	0.2
Remboursement des dettes financières: (i)	(1 022.8)	(61.6)
Diminution de la dette de location (IFRS16): (j)	--	(178.7)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + h + i + j	763.2	(377.2)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)	61.4	166.2
Incidence des variations des cours de devises	(0.9)	3.6
Trésorerie à l'ouverture	308.0	368.5
Trésorerie à la clôture	368.5	538.3
Endettement net à l'ouverture	927.1	1,641.7
Flux avant variation de l'endettement : (g)	221.1	(406.3)
Capitalisation locations financières	41.1	--
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt	(6.6)	5.4
Biens destinés à la vente	--	--
Juste valeur des instruments financiers de couverture	11.2	0.5
Variation de périmètre et autres	447.8	0.9
Dette de location (IFRS16)	--	2,130.3
Endettement net à la clôture	1 641.7	3 372.5